

Réseau-DESC

Réseau international pour
les droits économiques,
sociaux et culturels.
Rapport annuel
2016



الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

1 Bonjour!

Les membres du Réseau-DESC ont renforcé leurs engagements communs et définis des objectifs communs en 2016, assurant une base solide pour une action transformatrice. Des dirigeants autochtones et de mouvements sociaux, responsables de campagnes et avocat-e-s plaidant-e-s, universitaires et défenseur-e-s des droits humains – 140 représentant-e-s d'organisations membres du Réseau-DESC, provenant de plus de 40 pays – ont convoqué une Réunion de stratégie globale en Argentine en novembre. À un moment de crise politique et d'intensification des inégalités, ces représentant-e-s se sont réunies pour approfondir leur connaissance des conditions mondiales qui touchent leurs communautés et explorer les possibilités de relier entre elles les luttes pour la justice sociale par-delà les frontières. Le dirigeant d'un mouvement social a signalé que « nous ne sommes pas pauvres, on nous rend pauvres ». Des membres ont affirmé que c'était là le résultat d'un système qui souvent « transforme les êtres humains et la nature en marchandise et criminalise les pauvres », en particulier quand ils luttent ensemble pour les droits humains de leurs familles et communautés. Un autre dirigeant a répondu en soulignant que « nous devons mondialiser les luttes en faveur des droits des pauvres », suivi d'un autre membre qui a signalé que cela commence par la reconnaissance du fait que « ta lutte est ma lutte ».

S'inspirant d'une série de dialogues tenus par le Groupe de travail sur les mouvements sociaux, la Réunion de stratégie globale a permis de renforcer le leadership et l'analyse fondamentale des communautés, groupes de base et mouvement sociaux concernés. Ces dialogues ont mis l'accent sur la nécessité de revendiquer et vulgariser les droits humains en tant que cadre essentiel pour la lutte collective partant des aspirations populaires au bien-être, à la participation et à la dignité. Si les membres ont reconnu qu'il fallait répondre aux menaces immédiates, ils/elles ont souligné qu'il était aussi nécessaire d'amplifier et formuler des alternatives au modèle socio-économique dominant fondées sur leur engagement commun à l'égard des droits humains et de la justice environnementale. Ces alternatives permettent d'imaginer et de débattre des futurs possibles, de mobiliser la créativité et l'engagement de nouveaux groupes en faveur d'un avenir mondial commun.

De plus, les membres ont souligné qu'il fallait que nos revendications et nos visions nous incluent tous et toutes, reconnaissance nos différentes histoires et positions dans le cadre des relations sociales actuelles. Cela suppose de se demander comment les politiques, les lois, les budgets et les pratiques dans un contexte donné touchent différemment ou démesurément les femmes d'horizons divers. Il faudra aussi mettre en valeur les points de vue et le leadership de ceux et celles qui font face depuis longtemps à l'exploitation et à l'oppression au moment de nous attaquer à la difficile tâche d'essayer de définir et de préconiser un avenir commun. Face aux dirigeant-e-s qui tentent d'asseoir leur pouvoir au moyen d'une politique de peur et d'exclusion, l'élaboration de revendications inclusives de liberté et d'égalité – pouvant relier les luttes par-delà les divisions historiques et appliquant nos valeurs communes – est un pas essentiel dans la construction d'un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes.

Conseil du Réseau-DESC 2016-2018



Francisco Roca
Président
Consejo de Pueblos
Wuxhtaj
(Guatemala)



Cathy Albisa
Trésorière
National Economic and
Social Rights Initiative
(États-Unis)



Sandra Ratjen
Secrétaire
Franciscans International
(Suisse)



Ruth Aura-Odhiambo
Federation of Women
Lawyers (FIDA)
(Kenya)



Saeed Baloch
Pakistan Fisherfolk
Forum
(Pakistan)



Hasan Barghouthi
Democracy and Workers'
Rights Center
(Palestine)



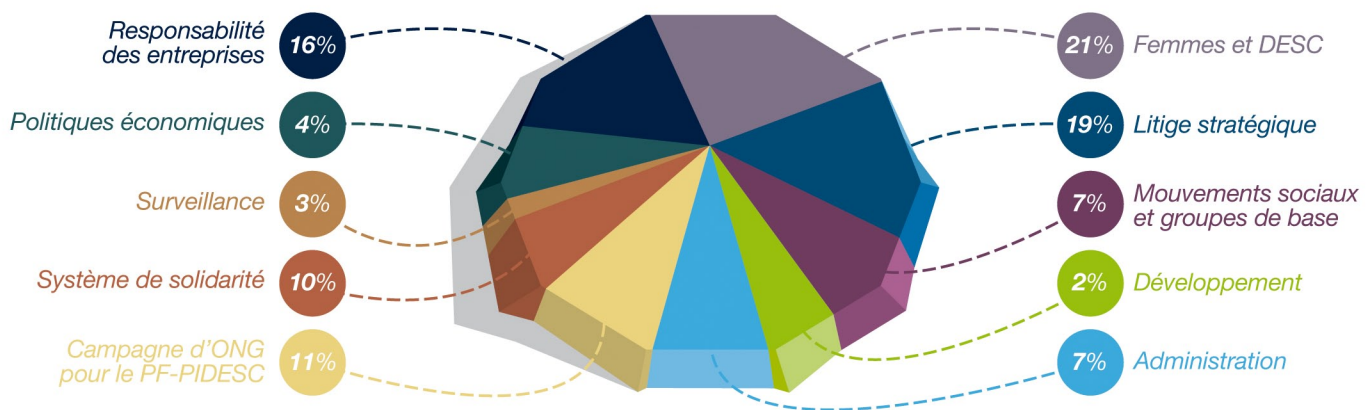
Herman Kumara
National Fisheries
Solidarity Movement
(Sri Lanka)



Chris Grove
Directeur Exécutif
Réseau-DESC

Information financière 2

Les membres du Réseau-DESC – plus de 270 mouvements sociaux, ONG et défenseur-e-s de 70 pays – « visent à bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes ». Notre **conseil d'administration** est élu parmi et par les membres sur la base des principes de diversité régionale, d'équilibre hommes-femmes et d'inclusion des mouvements sociaux. Le Réseau-DESC est mené par des membres, qui élaborent des analyses communes, définissent des stratégies et mènent une action collective, principalement à l'aide de groupes de travail, notamment : Femmes et DESC, Entreprises et droits humains, Litige stratégique, Politique économique, Surveillance des DESC et Mouvements sociaux, ainsi que le Système de solidarité avec les défenseur-e-s des droits humains faisant l'objet de menaces. Le personnel du **Secrétariat** facilite le dialogue stratégique et le plaidoyer commun des membres.



Total des revenus : 1,572,476\$ / Total des dépenses : 1,848,559\$

Les membres du Réseau-DESC contribuent à des actions communes de plaidoyer, d'échange stratégique et de solidarité. Ces contributions sont essentielles au réseau et à son impact collectif. **Le Réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré du temps et des efforts inestimables au travail de collaboration, ainsi que ceux qui ont partagé des ressources financières en 2016.**

Le Réseau-DESC tient à remercier les donateurs anonymes et les organisations suivantes de leur généreuse contribution :

 FORDFOUNDATION



SIGRID RAUSING TRUST

 OPEN SOCIETY FOUNDATIONS



 WALLACE GLOBAL FUND
For a sustainable future

 Brot für die Welt

 PROTECTDEFENDERS.EU

Chacune de ces contributions est essentielle pour bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes.

3 Réunion de stratégie globale

Provenant de plus de 40 pays, 140 représentant-e-s d'organisations membres du Réseau-DESC se sont réunis pour une semaine intensive d'analyse et de planification stratégique en Argentine en novembre 2016.

• **Modèle de travail**

Tel qu'énoncé dans le Document de gouvernance du Réseau-DESC s'efforcent de « bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes », guidé par une série de principes de base, notamment :

- Promouvoir tous les droits humains comme étant universels, indivisibles et interdépendants, en mettant l'accent sur les questions relatives aux DESC ;
- Assurer un équilibre régional et hommes-femmes dans le leadership, une analyse intersectionnelle sexospécifique et la centralité des groupes de base et des mouvements sociaux ;

- Fonder les activités du réseau sur le vécu des populations touchées par des violations des DESC et promouvoir des actions collectives concrètes pouvant amener des changements systémiques ;
- Viser l'analyse commune et le consensus dans la prise de décisions en tant que réseau mené par les membres, mais en respectant l'autonomie des positions de chaque participant-e.

Se fondant sur ces principes, le Réseau DESC offre une plateforme permettant aux membres de développer des liens solidaires, une analyse critique et des actions collectives par-delà les frontières pour faire face aux injustices systémiques et promouvoir des alternatives.

• **Analyse commune**

Le Réseau-DESC facilite depuis longtemps les échanges stratégiques et le soutien mutuel entre membres. Au cours des quelques dernières années, mené par des membres de mouvements sociaux et de groupes de base, le Réseau-DESC a de plus en plus donné l'occasion aux membres d'approfondir l'analyse commune de l'évolution des conditions mondiales. Lors de notre Réunion de stratégie globale en novembre, les membres ont confirmé une Charte commune pour la lutte collective, élaborée à l'initiative du Groupe de travail sur les mouvements sociaux et révisée avec des apports de tous les groupes de travail.

La Charte commune décrit les conditions mondiales interreliées qui compromettent la réalisation des droits des peuples dans le monde entier, notamment l'aggravation des inégalités, la paupérisation et la dépossession dans un monde d'abondance, l'emprise des entreprises sur les institutions et décisions gouvernementales, la répression grandissante des défenseur-e-s des droits humains et les changements climatiques. La Charte commune énonce de nouveaux points d'unité, reconnaissant l'importance d'unir les luttes locales en un mouvement inclusif pour des changements en profondeur.

• **Objectifs communs**

Cette analyse commune a été intensifiée par des changements politiques inquiétants survenus dans plusieurs pays vers la fin de 2016, incitant les membres à s'atteler à la tâche difficile de définir des objectifs communs pour guider leur action collective entre groupes de travail et au moyen de campagnes et d'actions de plaidoyer s'étendant à l'échelle du réseau, visant notamment à :

- **Préconiser des alternatives communes par rapport au modèle socio-économique dominant**, fondées sur une vision inclusive de la réalisation des droits humains et de la justice environnementale ;
- **Mettre les DESC au centre des discussions, décisions, structures et pratiques publiques**, en intensifiant les stratégies de recherche, de vulgarisation, d'intervention stratégique et de campagne transversales au réseau, en tenant compte des rôles des États, des entreprises et d'autres acteurs ;

- **Obtenir justice pour les violations systémiques des DESC**, visant une responsabilisation, un contrôle, des recours et une mise en œuvre efficaces au moyen d'approches participatives ;
- **Combattre la répression grandissante**, en renforçant la crédibilité et la capacité des défenseur-e-s des droits humains et en faisant le lien entre les représailles et les enjeux fondamentaux relatifs aux DESC ;
- **Renforcer les liens entre diverses luttes**, en mettant en cause les conditions mondiales communes et en mettant au premier plan l'analyse et le leadership des mouvements sociaux ; et
- **Mettre en pratique une approche intersectionnelle**, mettant au premier plan l'analyse sexospécifique et guidée par les communautés qui font face à des formes d'oppression, d'exploitation et de dépossession qui se superposent.



4 Impacts

12 nouvelles affaires relatives aux DESC publiées dans 4 langues dans la base de données jurisprudentielle du Réseau-DESC

91 nouvelles de membres publiées sur le site Web

818,715 pages consultées sur le site Web (44% de plus qu'en 2015)

Des activistes au Cambodge, aux Philippines, en Égypte, au Pakistan et au Guatemala ont été libérés de prison ; les assassins d'une dirigeante en Afrique du Sud ont été déclarés coupables ; et deux défenseurs de première ligne et leurs familles ont été mis en lieu sûr – résultats attribuables, en partie, à la mobilisation collective des membres du Réseau-DESC grâce au Système de solidarité.

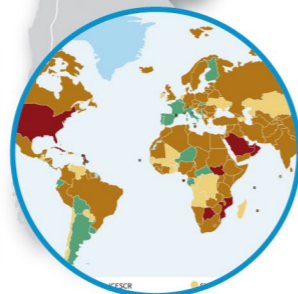


Des membres participant activement au Projet sur l'emprise des entreprises ont réussi à encourager les membres de l'Alliance pour un traité à plaider pour que des garanties contre l'ingérence des entreprises dans les processus gouvernementaux soient prévues dans le nouveau traité sur les droits humains et les entreprises et renforcé l'attention sur les problèmes de conflit d'intérêt dans un projet d'Observation générale du Comité des DESC des Nations Unies sur les activités des entreprises.

Les démarches visant la mise en œuvre de la décision de la Commission africaine demandant la restitution des terres de la communauté Endorois permettent en même temps de promouvoir l'égalité de fait des femmes – les femmes Endorois ont élaboré des propositions pour leur participation sans précédent aux structures de gouvernance communautaire, propositions qui ont reçu un premier aval d'un groupe d'ainés de la communauté et de dirigeants du Conseil de protection social des Endorois.



Des ateliers régionaux au Liban et en Bulgarie ont réuni des défenseuses des droits des femmes pour renforcer les capacités en matière d'utilisation stratégique des organes régionaux et des Nations Unies de suivi des traités relatifs aux droits humains, ainsi que d'espaces complémentaires permettant de promouvoir l'égalité de fait et influencer sur les politiques économiques et sociales.



Le Réseau DESC a célébré l'adoption, l'entrée en vigueur et la ratification transrégionale du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux DESC grâce à la Campagne d'ONG pour le PF-PIDESC, coordonnée par le Réseau de 2008 à 2016 ; des particuliers ou groupes de particuliers de 22 pays peuvent maintenant obtenir justice pour des violations de leurs DESC au niveau international.

140 mouvements sociaux, organisations de la société civile et défenseur-e-s de 40 pays ont participé à la Réunion de stratégie globale du Réseau-DESC à Buenos Aires

5 formations sur la sécurité menées par le Réseau-DESC ont permis de renforcer les capacités de défenseur-e-s des droits humains en danger

21 nouveaux membres dans trois nouveaux pays (Rwanda, Tunisie et Yémen)

Le lancement d'un site Web (ayant été consulté plus de 15,000 fois au cours des quatre premiers mois), d'une page Facebook et d'un compte Twitter en arabe est venu renforcer la participation membres et alliés de langue arabe et consolider l'action collective dans quatre langues.



Un renforcement des actions de plaidoyer a contribué à la mise en œuvre en cours de la décision favorable de la Cour interaméricaine des droits de l'homme concernant les terres de la communauté autochtone sawhoyamaya au Paraguay – deux contestations de la constitutionnalité de la loi paraguayenne approuvant la restitution des terres ont été rejetées et les membres de la communauté ont revendiqué une partie de leurs terres ancestrales.



Sous le leadership de groupes de base et autochtones, l'Initiative pour un traité a développé un plaidoyer et des propositions juridiques interrégionales en faveur d'un traité ferme des Nations Unies visant à remédier aux violations des droits humains commises par les entreprises – des membres de toutes les régions ont participé collectivement aux récentes négociations relatives au traité, faisant ressortir les questions liées à l'emprise des entreprises, aux impacts disproportionnés sur les femmes et aux agressions contre des défenseur-e-s des droits humains.

En même temps que le 50^{ème} anniversaire des Pactes internationaux relatifs aux droits humains, le Groupe de travail en litige stratégique a convoqué les membres du Comité des droits de l'homme et du Comité des DESC, des avocat-e-s plaidant-e-s de premier plan et des universitaires à un dialogue concernant le renforcement de l'application des décisions comme élément indissociable de l'accès à la justice.

Hidrosantacruz, filiale de la société espagnole Hidralia Energía, a récemment renoncé à son droit de construire la centrale hydroélectrique Qanbalam au Guatemala ; des actions à la base et la solidarité internationale – facilitée par le Réseau-DESC et mettant l'accent sur les obligations extraterritoriales des États d'origine en matière de droits humains – ont contribué à cette victoire.



Pour en savoir plus

www.escr-net.org

 **ESCR Net / Red DESC**

 **@ESCRNet**

 **vimeo.com/escrnet**

Contactez-nous

info@escr-net.org

+1-212-681-1236

الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC